

Grèce-Turquie : la frontière de la xénophobie

vendredi 18 mai 2012, par [Karen Lajon](#)

L'extrême droite grecque montre du doigt la frontière turque

« *Nous sommes devant une crise humanitaire* », assène froidement Athanasios Kokkalakis, officier de police et porte-parole du ministère de la Protection du citoyen hellénique. « *Entre 600.000 et 700.000 immigrés entrent en Grèce illégalement et près de 90% d'entre eux espèrent aller plus loin, en zone Schengen. Or, ils se retrouvent piégés.* » Sans papiers, il est compliqué, en effet, de franchir une ou deux frontières de plus au risque de se faire prendre et de revenir à la case départ, en Grèce. « *Le pays devient alors une cave dont ils n'arrivent plus à sortir et nous sommes dans l'incapacité de leur apporter assistance* », ajoute le policier. Comme avant chaque scrutin, l'immigration s'est invitée [au cœur de la campagne électorale grecque](#). Le parti de l'Aube Dorée en a fait son cheval de bataille, allant même jusqu'à affirmer que la Grèce compte près de 2 millions de clandestins. Ses cadres prônent un retour à la fermeture des frontières, avec barbelés, caméras, miradors, mines...

Le point de crispation se situe à la frontière gréco-turque par où neuf migrants sur dix entrent illégalement en Europe. Il y a deux ans, les autorités avaient annoncé la construction d'un mur entre les deux pays. Soit plus de 200 km de frontière. Pour l'heure, seule une bande de 12 km a été érigée, sur une portion asséchée du fleuve Evros. Officiellement, la Grèce réclame de son voisin turc qu'il renforce les dispositifs de contrôle de son côté mais Ankara souhaite en échange que la politique européenne de visas pour les Turcs soit assouplie. « *Et on en est où aujourd'hui ?* » fulmine Maria Kouvelis, membre du conseil municipal d'Athènes. « *Nulle part, en réalité, il n'y a jamais eu de véritable volonté politique de régler cette question-là. En tant qu'élue, je peux vous dire que nous avons toujours trouvé porte close à toute proposition concernant l'immigration clandestine.* »

Le major de la police, quant à lui, tient à rappeler qu'un tiers des effectifs de la police s'occupe à temps plein de l'immigration clandestine. « *Une hérésie, bien évidemment.* » À grand renfort de publicité, cette semaine, le gouvernement a annoncé l'ouverture d'un camp de rétention, d'une capacité de 250 places, dans la banlieue d'Athènes. « *Une vaste rigolade* » pour l'extrême droite, « *une mesure électoraliste sans lendemain* » pour l'extrême gauche.

[Lire aussi notre reportage en Grèce sur les formations extrémistes.](#)

Voir en ligne : [Grèce-Turquie : la frontière de la xénophobie](#)

Sources

Le Journal du Dimanche samedi 28 avril 2012